



## Ateliers de la gauche

L'atelier national sur les thèmes de la fiscalité et du financement public a eu lieu à Angers en présence de nombreuses personnalités de gauche.

P4

# Les Nouvelles de Loire Atlantique *nla*

Bimensuel édité par la fédération de Loire Atlantique du Parti Communiste Français

Numéro 879

5 novembre 2009

prix : 0,70 €



## INDIGNE !

**Face à la crise, la droite attise les peurs et flirte avec les périodes les plus sombres de son histoire pour détourner l'opinion des enjeux du moment**

### ■ Identité nationale

La droite ouvre un débat d'un autre temps sur «l'identité nationale» et la «fierté d'être français».

P 2

### ■ Régionales

Le calendrier de débats que se sont fixés les communistes.

P 3

### ■ Le fret SNCF doit vivre !

6000 emplois menacés et 1 million et demi de camions supplémentaires prévus sur les routes, les cheminots résistent !

P 5

### ■ Crise écologique



Serge Plissonneau, élu communiste herblinois, nous livre son point de vue d'élu local sur l'urgence écologique.

P 7

## Les Nouvelles de Loire Atlantique *nla*

Aujourd'hui, Les Nouvelles de Loire-Atlantique, ce sont des milliers d'abonnés ou de lecteurs occasionnels.

Abonnements, diffusion militante :

**Participez à la diffusion des Nouvelles de Loire-Atlantique !**

Pour tout renseignement : 02 40 35 03 00  
ou [nlaclubicite@orange.fr](mailto:nlaclubicite@orange.fr)



# L'actualité politique...

## EN BREF

### Fonds de caisse...

La France serait dans le clan des pays les plus riches... Et bien soit ! Mais surtout ne regardons pas la dette publique prévue pour 2010 sinon on peut changer d'avis... Cette dette atteindra, selon les spécialistes, 1 600 milliards d'euros... Une bricole si l'on en croit nos responsables toujours bordés d'optimisme...

### Des p'tits trous, des p'tits trous....

Entre 2007 et 2010, l'endettement public de la France a progressé de 20 points par rapport au PIB. Et notre Président continu à clamer que sa politique est la bonne. Il est décidément le seul à croire qu'il est sur le bon chemin...

### A votre bon cœur Monsieur...

Malgré ce trou, les cadeaux aux plus riches continueront en 2010. 2,6 milliards d'allègement d'impôts pour les sociétés, 1,8 milliard de réduction de la TVA aux restaurateurs, 11,6 milliards de coût pour l'état de la réforme de la taxe professionnelle, et 7 milliards pour le « paquet fiscal »...



### C'est pas la santé tout ça !..

On y rajoute 50 Milliards de déductions de « charges » sociales aux entreprises comme par hasard le chiffre projeté de déficit de la sécu et le budget 2010 de l'état prend forme. Sauf que les petits eux vont devoir mettre la main au porte-monnaie... On y rajoute 50 Milliards de déductions de « charges » sociales aux entreprises comme par hasard le chiffre projeté de déficit de la sécu et le budget 2010 de l'état prend forme. Sauf que les petits eux vont devoir mettre la main au porte-monnaie...

### C'est pourtant vital...

Chacun pense que la sécu est faite pour rembourser les frais liés à la santé... C'était vrai jusqu'à présent mais de moins en moins vérifiable. Depuis 2004, le déremboursement des médicaments représente pour les assurés une ponction de quelques 16 milliards d'euros. Les cadeaux sont pour les riches, les coups bas pour les salariés.

### Et si la bourse...

Alors que le CAC 40 retrouve en cet automne des couleurs, la question de taxer comme les salaires les revenus financiers, revient d'actualité. Ce sont 70 milliards d'euros qui serait ainsi injectés dans les caisses de la sécu. Vous voyez bien Monsieur Sarkozy, des remèdes, il y en a !..

## Point de vue

par Aymeric SEASSAU

Tandis que les effets de la crise du capitalisme continue de frapper durement les familles populaires, la droite renvoie des hommes dans un pays en guerre et ouvre un débat nauséabond sur « l'identité nationale ». Nous y voilà ! **A l'approche d'élections, dans les périodes difficiles, le pouvoir de droite va à nouveau faire donner l'artillerie lourde sur l'opinion publique en attisant les questions de sécurité, en manipulant de manière abjecte les peurs, en flirtant avec la xénophobie.**

Leur plus grande crainte, c'est de voir se mettre en mouvement le monde du travail et les forces de progrès pour dénoncer le système de petits arrangements entre puissants dans lequel ils tentent d'enfermer de manière grossière la République française.

Leur plus grande crainte c'est de voir se reproduire des initiatives de masses sur tous les sujets qui fâchent comme cela a été le cas avec le referendum sur la poste.

**Leur plus grande crainte c'est de voir leur politique mise en accusation dans la rue et dans les urnes. Voilà pourquoi le sinistre Besson est chargé par son maître d'allumer des contre feux pour détourner la population des véritables enjeux des régionales de 2010.**

Les régions ont des compétences importantes, dans de nombreux domaines. Assez importantes pour que l'on s'en préoccupe sans verser dans une forme de démagogie qui consisterait à prétendre que l'élection régionale pourrait à elle seule donner une issue à la crise et répondre à l'urgence sociale. Avec « l'offre nationale » proposée par leur conseil national, les communistes poursuivent leurs débats dans les régions

**Déterminer des rassemblements nécessaires au terme d'un débat rigoureux**

avec la proposition de constituer « partout où c'est possible » des listes du Front de Gauche en cherchant à « élargir la configuration des européennes ». Le débat est exigeant et les communistes en sont conscients à l'instar de Marie George Buffet lorsqu'elle déclare « Attention danger : un rassemblement qui reporterait à plus tard le règlement de questions qui sont fondamentales risquerait d'imploser en cours de route /.../ ».

**Parmi ces questions fondamentales, le projet pour les Pays de la Loire doit à mon sens être placé d'urgence au cœur des débats.**

Comment, et avec qui gagner la garantie d'une utilisation des fonds publics régionaux utiles au soutien et au développement de l'emploi notamment l'emploi industriel durement touché par la crise?

Comment et avec qui mettre en place des fonds régionaux pour l'emploi et la formation?

Comment et avec qui gagner le développement des grandes infrastructures régionales comme le port de Nantes Saint-Nazaire ou le futur aéroport Notre Dame des Landes?

**C'est à partir de ce que les communistes veulent gagner pour leur région que nous pourrions à mon sens, au terme d'un débat rigoureux qui n'ignore ni l'offre nationale ni les rapports de forces et les projets régionaux, déterminer des rassemblements nécessaires.**



## LA DROITE ET LE RETOUR DE L'IDENTITÉ NATIONALE

La relance du débat par le ministre de l'immigration, Eric Besson, sur « l'identité nationale » et « la fierté d'être français » éclaire s'il en était besoin les fondements idéologiques du sarkozysme. Le pouvoir puise dans les tréfonds de la droite la plus réactionnaire une argumentation que Sarkozy lui-même vient d'exalter dans un récent discours au travers du « rapport des français à la terre » qui n'est pas sans rappeler Pétain et son « la terre ne ment pas ».

**L'offensive réactionnaire est en œuvre qui tend à faire vivre l'immigration comme une**

**menace.** Pour la gauche comme pour nombre d'intellectuels, l'association même des termes « d'immigration » et « d'identité nationale » comme si la première constituait en soi un problème qui menacerait la seconde, sont des présupposées qu'il faut s'atteler à démonter. « *Jamais la France n'a lié sa nature au rapport aux étrangers. Elle a toujours considéré l'apport d'autres nationalités comme une chose positive avec une condition simple : l'adhésion à des valeurs communes* » commente à juste raison Vincent Peillon (PS) dans *Libération*. Derrière une phraséologie pseudo-républicaine évoquant les principes de « liberté, d'égalité et de fraternité », Besson ne fait pas illusion : c'est bien une conception restrictive et exclusive de la nation et

de son « identité » qu'il promeut où l'étranger est désigné comme un corps « à intégrer » et « à assimiler ».

Un traitement sécuritaire de la question migratoire se met ainsi en place, qui participe d'un mouvement plus vaste de la mise au pas de pans entiers de la société englobée dans une nouvelle « classe dangereuse », comme le montre la « criminalisation » du mouvement social. Cette offensive aux relents populistes s'inscrit dans une vision globale de la réaction qui vise à effacer l'héritage républicain forgé depuis la Révolution française par les



forces progressistes et les luttes populaires.

**Les démocrates doivent se garder d'un populisme ravageur qui fait peu de cas de cet héritage républicain. La gauche, dans sa diversité, a la responsabilité de mener ce combat.**

## De vous à moi...

**Si certains qui ont retourné leur veste et craché sur ce qu'ils avaient défendu auparavant, se font petits, d'autres à l'image d'Eric Besson n'hésitent pas à en remettre une couche à chaque fois qu'ils le peuvent.**

Après avoir fermé la « jungle » de Calais pour, s'il vous plaît, « raisons humanitaires », il expulse dans la foulée manu militari 3 afghans considérant qu'ils n'ont aucun danger à retrouver le « doux pays de leur enfance » où les va-t-en-guerre surarmés « des pays bien pensant » courent après « l'ennemi juré du monde libre ».

Cet ancien chef économiste du Parti Socialiste aujourd'hui ministre de Sarkozy et vice président de l'UMP propose maintenant pour justifier sa désastreuse « politique de l'immigration et de l'identité nationale » de demander aux jeunes de nos écoles de chanter une fois par an la Marseillaise.

De dériver en dérives, à force de flirter avec les idées d'extrême droite, pour justifier une politique injustifiable, le ministre et son patron risquent bientôt de nous demander d'entonner « Maréchal nous voilà » au nom peut être de l'image qu'ils se font de l'identité nationale...

Triste époque, ne trouvez-vous pas !..

Y.C.



# ...en Loire Atlantique.

VITE LU  
VITE DIT

## Redécouvrir Gramsci

La salle Vasse propose une soirée de lectures franco italiennes « Antonio Gramsci, Il padre il marito, il fratello » (le père, le mari, le frère) permettant, au-delà du grand théoricien et fondateur du Parti communiste italien interné par Mussolini, de redécouvrir un grand poète dans toute son humanité. Avec la participation de Yannick Guin (VP de Nantes Métropole), d'Anita Lamanna (universitaire), de Florence Pellae Bognol, Patrick Goutefangea (président du CCFI) et Fabrice Azzolin (plasticien)

**Lundi 16  
Novembre  
20H30  
Salle Vasse  
(18 rue Colbert  
Nantes)**

## 1949 - 2009 : Le MRAP a 60 ans !



Le 22 mai 1949 au cirque d'Hiver de Paris - en présence de deux mille participants venus de toute la France et des courants de pensée les plus divers - naissait le MRAP- Mouvement contre le Racisme, l'Antisémitisme et pour la Paix, à l'initiative de militants venus de la LICA (Ligue Internationale contre le Racisme et l'Antisémitisme) et du MNCR (Mouvement National Contre le Racisme) issu de la résis-

tance et de la clandestinité de la Seconde Guerre Mondiale.

Lors de son Congrès de 1977, le MRAP prenait acte de l'évolution du monde et de la société française après les luttes de décolonisation et le retour des extrêmes droites. Il décidait - tout en conservant son sigle - de devenir le « Mouvement contre le Racisme et pour l'Amitié

entre les Peuples ». Il signifiait ainsi sa volonté de lutter constamment contre toutes les formes anciennes et nouvelles du racisme, dans la solidarité avec toutes les victimes individuelles et les peuples du monde.

Le MRAP, à travers ses militants, a tout d'abord voulu relever le défi du temps dans le respect de l'esprit même de ses fondateurs. Le « Plus jamais ça » ne pouvait être qu'un engagement collectif, citoyen et indivisible contre le racisme sous toutes ses formes, à combattre toujours et partout, sans exclusion de victimes ni de lieux.

Le MRAP, depuis 60 ans, a

su faire vivre le pluralisme d'idées et d'opinions, richesse et atout indispensable à son efficacité. Il n'a eu de cesse, fort de l'engagement de ses militants et de ses comités locaux, d'être au rendez-vous des grandes mobilisations citoyennes, aux côtés de toutes les victimes. En 1972, il a obtenu que soit votée, à l'unanimité du Parlement français, la loi qui fait du racisme un délit et non une opinion. Il a renforcé sa présence à toutes les tribunes nationales et internationales qui ont fait de la lutte contre toutes formes de racisme un objectif fondamental.

**Si exister c'est résister, hier comme aujourd'hui le MRAP a plus que jamais un**

**rôle à jouer, tant les conflits, les haines, les préjugés restent partout tenaces.**

A Nantes et Saint-Nazaire, les comités du MRAP luttent contre le racisme et les discriminations, pour que soient respectés les droits et la dignité de tous, Français et étrangers.

Ils accueillent, écoutent, informent et assistent toutes les victimes de discriminations racistes et d'actes ou de propos racistes.

Ils accueillent et assistent les sans papiers pour la défense de leurs droits, dans le cadre de leurs permanences juridiques et en partenariat avec d'autres organisations. Ils se battent pour la régularisation de tous les sans papiers.

### Pour rejoindre le MRAP

**Comité de Nantes** : Maison des Associations, 11, Rue de Prinquiau, 44100 Nantes.

Tel : 02 40 58 08 09 [mrappnantes@hotmail.com](mailto:mrappnantes@hotmail.com) Permanence tous les mercredis de 14h30 à 16h

**Comité de Saint-Nazaire** : Maison des Associations, 2 bis, rue Albert de Mun 44600 Saint-Nazaire Tel : 02 40 53 32 35 [mrapp-saint-nazaire@orange.fr](mailto:mrapp-saint-nazaire@orange.fr)

Point de rencontre tous les 2èmes lundis du mois à 20h30

### ■ Suppression de la Taxe professionnelle : une Région sous tutelle et asphyxiée.

La région Pays de la Loire vote un budget d'environ 1 Milliards d'euros chaque année. La fiscalité directe et indirecte représente 30 % des recettes. C'est la part d'impôts qui est fixée par les conseillers régionaux. **Réforme Balladur, suppression de la Taxe Professionnelle et de la Taxe sur le Foncier Bâti priveraient la collectivité de 228 millions d'euros**, remplacés au départ par des compensations de l'Etat ou des taxes peu évolutives. Les élus régionaux n'auraient aucune possibilité d'intervention sur ces compensations. Au final, 90 % des recettes échapperaient aux élus du peuple et dépendraient du budget de l'Etat dont le déficit atteint des sommets. Les conséquences seraient un nouveau transfert de la fiscalité des entreprises vers les ménages, un affaiblissement des investissements de la Région pour les citoyens et les territoires et une mise sous tutelle de la Région par l'Etat sarkozyste.

### ■ Quand la suppression de la Taxe professionnelle favorise Cap Atlantique au détriment de la CARENE

L'Extrait de la Commission Finances de l'Assemblée Nationale du 14 10 2009 compare deux communautés d'agglomération voisines de Loire-Atlantique : la CARENE, située dans l'estuaire de la Loire, qui compte la raffinerie de Donges, le terminal gazier de Montoir-de-Bretagne et les chantiers navals de Saint-Nazaire ; et la communauté de Cap Atlantique, avec La Baule et le Croisic. A l'heure actuelle, celle-ci perçoit 12,4 millions d'euros de taxe professionnelle, ce qui représente 171 euros par habitant ; après la réforme, elle percevra 5,1 millions d'euros, au titre de la cotisation locale d'activité, 4,63 millions au titre du foncier bâti au niveau régional, 14,5 millions au titre de la taxe d'habitation du département, auxquels s'ajoutent la TaSCom et l'IFER, ce qui portera son assiette fiscale à 25 millions d'euros, soit 353 euros par habitant. A l'inverse, la communauté de la CARENE, qui perçoit actuellement un impôt de 57 millions d'euros, soit 477 euros par habitant, verra son assiette fiscale revenir à 36 millions d'euros. Ce manque à gagner doit être corrigé.

## L'écho des régionales

### Une « Offre » nationale pour le débat régional

Avec la validation les 24 et 25 Octobre de « l'offre nationale », le Conseil National du PCF engage les communistes dans une nouvelle étape du débat en vue des régionales de 2010.

Le document part du constat que « Les élections régionales de mars 2010, qui se dérouleront à mi-chemin du quinquennat de Nicolas Sarkozy, revêtiront un enjeu très important. », rappelle le contexte de crise du capitalisme et pose une analyse des enjeux politiques en terme de recompositions à gauche.

Dès lors l'ambition est de travailler à repositionner « le centre de gravité des majorités alternatives à la droite /.../ clairement à gauche, car c'est la condition de politiques réellement efficaces face à la crise capitaliste, et donc la condition de victoires à gauche construites sur la mobilisation populaire. »

Le texte propose de constituer pour le 1er tour « partout où c'est possible /.../ à partir mais très au-delà des trois forces qui se sont rassemblées à l'élection européenne (Parti communiste, Parti de gauche, Gauche unitaire) /.../ »

Enfin, « **Le Conseil national appelle les communistes à prendre leurs décisions**

*région par région en pleine connaissance de cette offre, en appréciant les possibilités de la conduire dans chacune de leurs régions, en prenant les décisions les plus utiles pour faire avancer les objectifs qu'elle énonce. »*

L'ensemble des adhérents du PCF devraient recevoir par courrier le document (consultable également sur <http://www.pcf.fr/>)

ainsi que le débat qu'il a suscité au conseil national.

Le débat est désormais dans le camp des régions, avec les conférences régionales qui auront pour ordre du jour de « discuter de l'offre nationale élaborée par le CN, en appréciant les possibilités de la conduire dans la région, formuler à partir de ces débats la proposition régionale qui sera soumise à la consultation des communistes de la Région. »

Au terme de cette seconde phase, la consultation des communistes de la région aura lieu à partir du bulletin de vote décidé lors de la conférence régionale.

Mais au-delà de ces temps statutaires, les communistes sont dores et déjà mobilisés dans les sections et les cellules.

Avec 2 Assemblées Générales départementales à Nantes et 2 autres à Saint-Nazaire, les communistes de Loire-Atlantique ont déjà abordé de

nombreuses questions, débat du bilan des élus régionaux communistes actuels et commencé d'aborder la question du projet comme celle des alliances.

**C'est ce débat, rigoureux, qu'ils veulent continuer de mener en organisant dans le département des ateliers de réflexion, en y invitant celles et ceux, organisés ou non qui souhaitent débattre et confronter ou construire.**

### La feuille de route du PCF

- 24 et 25 octobre : **Le Conseil National du PCF** vote « l'offre nationale » des communistes pour les régionales de 2010.

- 28 Octobre : **Le Comité régional** prépare la conférence régionale.

- 07 Novembre : **La conférence régionale** réunit des délégués des 5 fédérations des Pays de la Loire avec pour mission principale d'établir le bulletin de vote sur lequel tous les adhérents du PCF de la région se prononceront.

- 19, 20 et 21 Novembre : **Consultation des communistes** dans toute la région.

- Janvier 2010 : Suite aux discussions avec les partenaires, **les candidats** proposés par le PCF seront désignés démocratiquement.



# Le dossier.

## Ateliers de la gauche

### Financement public et fiscalité étaient à l'honneur le 22 octobre dernier

#### L'enjeu du financement public

Avec la réforme territoriale, celle des politiques publiques (RGPP) et celle des prélèvements obligatoires (RGPO), le gouvernement s'attaque aujourd'hui au périmètre de l'action publique. Agitant sans cesse le chiffon rouge d'une dette qu'il contribue lui-même à creuser, celui-ci veut mettre au pas les collectivités territoriales qu'il accuse d'être mal gérées. Ces attaques, comme le souligne l'ensemble des débatteurs, ont et auront des conséquences importantes sur les dépenses publiques, et donc sur les services publics. C'est l'exemple de la SNCF qui cloisonne ses activités pour privilégier les plus rentables et en abandonner certaines, ou bien celui de la baisse voulue par le gouvernement de la prise en charge par les écoles des enfants âgés de 2 ans et demi à 3 ans. Une baisse de l'action publique qui a des conséquences concrètes sur le pouvoir d'achat des ménages, comme le fera remarquer un intervenant de l'INDECOSA-CGT.

**La question des services publics et donc des financements publics doit aider la gauche à inverser les logiques d'argent.** C'est ainsi ce qu'énonce, par exemple, Jacques AUIXETTE au travers de l'em-

prunt obligatoire lancé par la région pour financer des projets structurants en faisant valoir que les citoyens peuvent diriger leur épargne vers des financements utiles.

**La question d'une meilleure complémentarité de l'action de l'Etat et des collectivités, au service des besoins des populations est pour beaucoup posée.** Mais en gardant les spécifi-

**Baisse de l'action publique = baisse du pouvoir d'achat**

cités de chaque échelon, tel celui de la commune jouant un vrai rôle de proximité. De même est posée la question d'une nouvelle démocratie sociale dans la définition des priorités des financements et des services publics.

Répondant à l'appel lancé par Marie-George Buffet lors de la fête de l'Humanité, des responsables politiques et syndicaux se sont retrouvés le 22 octobre dans la banlieue d'Angers pour débattre d'une réforme progressiste de la fiscalité, puis des enjeux concernant le financement public. Tour à tour se seront exprimés, en plus du concours du public présent dans la salle, plus de 180 participants, des représentants de la CGT, du SNUI, du PCF, du PS, des Verts, du PRG et du PG.



#### Marie-France BEAUFILS, sénatrice communiste



Ce qui se passe aujourd'hui pour les services publics est la mise en œuvre par le système capitaliste d'un transfert au secteur privé d'une grande partie de l'activité qui est la sienne. Sarkozy est là pour répondre aux besoins de ces intérêts

répondant aux souhaits du MEDEF ou les devançant le plus souvent.

Les collectivités ont un rôle spécifique, elles doivent répondre aux besoins de la population par des crèches, des écoles maternelles. Les populations doivent se soucier du développement de ces services, c'est leur intérêt. Fillon déclare quant à lui que les collectivités territoriales créent trop d'emplois, alors qu'ils correspondent à la mise en place de services à la population.

A Saint-Pierre-des-Corps nous avons mené une cam-

pagne, l'an dernier, pour démontrer comment chaque service touche la population. Par une campagne d'affichage montrant le coût de chacun de ces services et la part que la collectivité prend en charge par la solidarité. Ces services, ce ne sont pas que des bâtiments mais aussi des services rendus par un personnel qui est indispensable. Il ne peut y avoir de services publics sans le personnel affecté.

Pour cela il faut des moyens et la taxation des actifs financiers en est un.

#### Quelle réforme de la fiscalité ?



**Comment remettre de la solidarité nationale et territoriale dans un débat où la concurrence et les inégalités deviennent si naturelles ?** C'est au fond la question

autour de laquelle a tourné cette table-ronde. Alors qu'avec son projet de loi de finances 2010, la droite ambitionne de corseter les dépenses des collectivités territoriales, mais aussi d'opérer des transferts d'impôts des entreprises vers les ménages, les orateurs se sont tous attachés à montrer les soubassements de cette politique fiscale inégalitaire. Le bouclier fiscal et les niches sont ainsi largement montrés du doigt, tout comme les impôts indirects qui voient leur part dans les rentrées fiscales augmenter,

au détriment de celle de l'impôt sur le revenu, le seul un tant soit peu progressif. Si un accord large s'est dessiné pour dénoncer les dégâts que va engendrer pour les finances locales la disparition de la taxe professionnelle, **le débat fut plus animé sur la création de la taxe Carbone, notamment du fait du flou des Verts sur la nécessaire prise en compte de l'impératif de justice sociale, mais aussi de la responsabilité des entreprises.** Rassemblés pour une grande part autour d'un même constat concernant la politique de la droite, la quasi-totalité des interve-

**semble des revenus financiers et du patrimoine reçoivent l'assentiment de l'ensemble des intervenants.** Ceci, avec l'objectif partagé de rendre l'impôt plus efficace qu'il n'est aujourd'hui et plus redistributif.

Cette première confrontation d'idées sur les questions de fiscalité a ainsi permis de pointer les convergences, mais comme l'a notamment pointé Jean-Marc DURAND, de la commission économique du PCF, le débat devra se porter, au-delà des propositions immédiates, vers des changements de structures.

#### Vincent DREZET, secrétaire national du Syndicat national unifié des Impôts (SNUI)



L'organisation de la vie en société passe par une action publique qui doit être financée par des ressources publiques. Il n'y a pas de société sans impôts, donc pas de société juste sans impôt juste. Le rôle de l'impôt est triple : financer l'action publique, corriger les inégalités et inciter à modifier des comportements. Les prélèvements obligatoires financent la sécurité sociale, l'Etat et les collecti-

vités locales. Grâce à l'impôt, le coût est réparti sur la collectivité, ce qui est normal puisqu'elle profite sur le plan économique et social du haut niveau de qualifications de la population active. Qui peut déboursier 8000€ par an pour une année au collège ? Sans impôt, c'est pourtant ce qui arriverait.

L'impôt est sous pression libérale. Les Etats se livrent une concurrence fiscale et sociale dévastatrice dans le but d'attirer des investisseurs et des activités éco-

nomiques. La tendance est nette : baisse de la fiscalité sur les « bases mobiles » (multinationales, investisseurs...) et hausse de la fiscalité sur les bases immobilières (salariés, retraités). La progressivité s'affaiblit, ce qui rend le système fiscal moins juste. Inverser la tendance passe par une profonde réforme fiscale visant à rééquilibrer les impôts directs par rapport aux indirects et à s'engager sur la voie de l'harmonisation fiscale en Europe

#### Rendre l'impôt plus efficace, plus progressif et plus égalitaire

nants s'est évertuée à donner des pistes de ce que pourrait être une réforme fiscale progressiste. **Des mesures telles que la suppression de la plupart des niches fiscales, la révision de la valeur locative des biens immobiliers ou l'élargissement de l'assiette de l'impôt à l'en-**

Par exemple, en partant de l'exigence à gauche d'une autre répartition des richesses, comment la fiscalité peut jouer le rôle de levier pour aller vers une croissance et une production nouvelle de richesse ? **Un débat qui, comme le soulignait Benoit GARCIA de la CGT finances, doit maintenant se mener en grand avec les citoyens, pour devenir réellement populaire. Les forces politiques et syndicales présentes se sont dites disponibles pour cela.**



## PRENONS NOTE...

**Nantes : attention, un tramway peut en cacher un autre !**



Le directeur de la Semitan a présenté à la presse le bilan des accidents qui ont mis en cause les tramways nantais en 2008. Il y a eu 151 collisions l'an passé et 38 accidents corporels. Des chiffres en baisse (-20% depuis 2004) qui ne doivent cependant pas faire oublier qu'il y a eu, en 2008 deux accidents mortels de piétons. La Semitan a réalisé durant l'été des aménagements de sécurité sur cinq stations, renforcé des marquages au sol et doublé des feux rouges.

## Pornichet : la caisse peut-elle sonner deux fois ?

Il n'y a pas qu'à Paris que l'Erika refait parler de lui à l'occasion de son procès en appel : 10 ans après, sa cargaison d'hydrocarbure refait surface dans la vase du port d'échouage de Pornichet. Le coût du dévasement et du dragage de la zone sont estimés à 2,5 millions d'euros. Une coquette somme dont le maire adresserait bien la facture à Total. Mais voilà, il y a un os : il a accepté récemment d'encaisser 500 000 euros en réparation du préjudice causé par l'Erika et il y a peu de chances qu'il puisse passer une deuxième fois à la caisse !

## Chômage record au Pays d'Ancenis

Très industriel, le Pays d'Ancenis est fortement touché par la crise. 1913 demandeurs d'emplois de catégorie A (n'ayant exercé aucune activité dans le mois écoulé) étaient enregistrés à Pôle Emploi fin juillet soit une augmentation de 50% par rapport à l'année passée. Dans le même temps, les offres d'emplois ont diminuées de 39,5%. Heureusement que Sarkozy nous promet un Grenelle de l'industrie pour la fin de l'année !

## Saint-Nazaire : MAN Diesel reconnaît la discrimination syndicale

Cinq militants CGT de l'entreprise MAN Diesel de Saint-Nazaire ont obtenu, par un accord de règlement amiable, 270 000 euros. L'entreprise, leader dans la construction de gros moteurs pour la marine ou pour les centrales électriques, a accepté de verser la somme pour apurer le préjudice subi durant leur carrière par trois salariés et deux retraités. La CGT demandait, depuis 1991, qu'il soit mis fin aux différences de traitement touchant les syndicalistes de ce qui était, à l'époque, l'entreprise SEMT Pielstick. Des disparités que l'entreprise a toujours niées alors qu'elles ont été constatées à plusieurs reprises par l'inspection du travail. L'accord conclu le 13 octobre dernier correspond presque exactement au montant du préjudice calculé par les militants syndicaux. MAN Diesel a également accepté de revoir un accord de droit syndical en y intégrant notamment « un outil de suivi, de vérification et de contrôle de l'évolution professionnelle des personnes dont l'appartenance syndicale ne peut être ignorée de la hiérarchie ».

## Quel avenir pour le Parc Naturel Régional de Brière ?



Créé parmi les tous premiers parcs naturels régionaux de France, le Parc Régional de Brière a eu 39 ans le 16 octobre 2009. Sa vocation première est de protéger et de valoriser le patrimoine naturel, culturel et humain de son territoire en mettant en œuvre une politique innovante d'aménagement et de développement économique respectueux de l'environnement. Aujourd'hui, il joue un rôle actif et gère d'importants dossiers. Mais (car il y a un mais !) pour être efficace et crédible, il faut en avoir les moyens financiers et humains. Or, dans son projet de budget 2010, le parc prévoit un déficit « contenu » (!) d'environ 75000 euros. Les déficits, il faut, un jour ou l'autre, les rembourser. Qui va payer la note quand on sait que dans le contexte de crise économique et sociale que nous connaissons, crise aggravée par le chaos institutionnel et financier dans lequel le gouvernement est en train de plonger les régions, les départements et les communes, les collectivités n'envisagent pas, une seule seconde, d'augmenter leurs participations ?

D'autre part, se pose la question des intercommunalités qui n'existaient pas en 1970 alors qu'elles sont devenues incontournables aujourd'hui. Les conseillers communautaires qui siègent dans les instances décisionnelles du parc ne peuvent continuer d'avoir un double langage. Ils devraient, au contraire, se faire un devoir de débattre de cette question dans leur communauté d'agglomération ou leur communauté de communes. L'adhésion des intercommunalités doit être à l'ordre du jour. Comme leur contribution ! Les actions menées ont été importantes et bénéfiques pour la Brière mais, ne nous leurrions pas, la tâche qui reste à réaliser est considérable. Elle ne pourra être menée à bien sans une écoute attentive des gens qui vivent sur le territoire qui en assurent le développement. Ils sont les vrais acteurs de la Brière et y sont, depuis des générations, viscéralement attachés. C'est par une contribution collective, en ne laissant personne sur le bord du chemin, que nous préserverons ce territoire exceptionnel, la culture et le savoir faire de ses habitants.

Marc Justy

## 603 kilos de déchets par habitant et par an



Les 10èmes Assises Nationales des Déchets se sont tenues à La Baule. Elles ont donné quelques chiffres intéressants concernant notre département. Chaque habitant de

Loire Atlantique produit 603 kilos de déchets par an. 9 kilos de plus que la moyenne nationale. 36% sont incinérés, 34% sont valorisés (Nantes Métropole), 30% sont dirigés vers des décharges, principalement à Laval (Saint-Nazaire, La CARENE). Depuis 1987, Arc en Ciel à Couëron (notre photo) et Valoréna à Nantes ont traité, en moyenne, 130 000 tonnes de déchets par an. Arc en Ciel produit de la vapeur pour l'industrie, Valoréna chauffe 15 000 logements. Les déchets verts représentent les plus gros tonnages des collectes déposées en déchetteries. Ainsi, le Syndicat mixte Centre Nord Atlantique traite les 18 000 tonnes de déchets verts produites chaque année par les 130 000 habitants des communautés de communes de Nozay, Blain, Loire et Sillon, Saint-Gildas des Bois, Erdre et Gesvres.

## Goss est « viable »

Saisi par le comité d'entreprise, le cabinet d'expertise SECAFI-ALPHA a rendu son rapport sur le fabricant de rotatives nantais dont 171 salariés sur 290 sont menacés de licenciement. Selon l'étude qui vient d'être rendue publique, l'entreprise, qui, entre 2002 et 2007, a pratiquement doublé ses parts du marché mondial, « est compétitive ». Ces dix dernières années Goss a dégagé 70 millions d'euros de bénéfices et, en juillet 2008, 26 millions de dividendes ont été versés aux actionnaires. Les experts pensent qu'un projet alternatif à celui de la direction (transférer la majeure partie de la production sur le site de Montataire dans l'Oise) pourrait être mis en œuvre. Il permettrait de maintenir 234 emplois à Nantes. Reste que l'entrée dans le capital de Goss International du groupe chinois Shanghai Electric compromet très sérieusement les chances de succès d'une telle proposition.

## Succès de l'emprunt régional

En mai, le Conseil Régional a adopté, à l'unanimité, un plan de 40 mesures concrètes et 259 millions d'euros d'investissements. Pour aider à le financer la Région a lancé un emprunt de 80 millions d'euros, ouvert en priorité aux particuliers. La souscription a permis de collecter plus de 72 millions auprès de plus de 5500 particuliers. Les « investisseurs institutionnels » ont fourni le reste.

## « Remettre le Fret sur le rail ! »

Ce slogan diffusé dans tous les médias, depuis plusieurs semaines, aura coûté plusieurs millions d'euros à la SNCF. Cette volonté affichée cache de sombres réalités et des mensonges éhontés. En effet, la SNCF vient d'annoncer, à la CGT la suppression de 60% des wagons dits « isolés » pour se concentrer uniquement sur les grandes entreprises dites « de haute rentabilité ». Localement, si cette décision devait voir le jour, la gare Fret de Nantes Etat disparaîtrait, ainsi que l'ensemble du trafic Fret ferroviaire sur la façade atlantique. Nationalement, ce sont 6.000 emplois cheminots qui seraient menacés avec la déferlante inévitable d'un million et demi de camions supplémentaires sur les routes françaises.

Comment la SNCF peut-elle expliquer ses refus dogmatiques de prendre en charge des transports ferroviaires sur la Loire Atlantique ? Sous le prétexte, pour le moins fallacieux, de la mise en concurrence européenne, le gouvernement et la SNCF mettent en place un programme de dumping, social et salarial pour tous les salariés concernés par le Fret. Ceux-ci ne sont pas dupes : avec 70 % de grévistes dans l'entreprise Euro Cargo Rail (ECR), la SNCF fait le constat qu'elle n'aura pas réussi à isoler de la fédération CGT des cheminots, ces salariés qui relèvent pourtant d'un régime privé. Nous revendiquons clairement l'élévation des conventions collectives de ces travailleurs à un niveau au moins équivalent à celui du statut de l'entreprise historique SNCF. Enfin, dans les rassemblements cheminots, des salariés du transport routier CGT ont clairement démontré que cette nouvelle charge de travail entraînera rapidement une dégradation de leurs propres conditions de travail. Il est urgent que les habitants, les salariés et les élus se fassent entendre. Si les citoyens désirent un maillage cohérent du transport du Fret sur notre département, la pérennité d'un service public fret ferroviaire et, à terme, celle du service public SNCF, il est urgent de se mobiliser et de ne plus attendre.



Loïc GARREC  
Secrétaire général CGT des cheminots de Nantes



# Evènements, culture, idées.

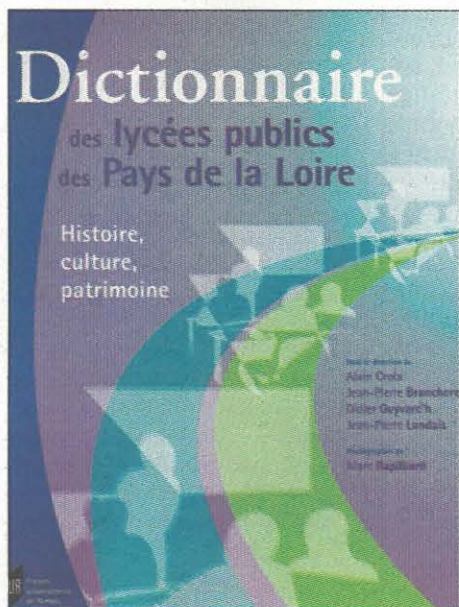
## Histoire, patrimoine et culture lycéenne

### Un dictionnaire des lycées publics des Pays de Loire

Unique en son genre, ce "Dictionnaire des lycées publics" est le premier livre à embrasser l'ensemble des réalités lycéennes à l'échelle d'une région. Initié en juillet 2007, il a vocation à valoriser le patrimoine historique et culturel des lycées publics de la région des Pays de Loire. Cet ouvrage réalisé sous la direction de l'historien Alain Croix, avec le soutien du Conseil régional des Pays de Loire est le fruit d'une collaboration de deux années avec les professeurs et proviseurs des établissements

ligériens, qui ont largement participé à sa rédaction. Jacques Auxiette en souligne la « démarche unique et exceptionnelle ». Et il est bien vrai que ce premier dictionnaire des lycées publics des Pays de Loire est le fruit d'un authentique travail scientifique. Alain Croix, Jean-Pierre Branchereau, Didier Guyvarc'h et Jean-Pierre Landais - qui sont les co-directeurs de l'ouvrage - ont beaucoup travaillé pour mener à bien cet ouvrage de 653 pages. Outre les monographies des 132 lycées de la région, souvent rédigées par des enseignants de lycée, on y trouve aussi des articles thématiques,

écrits par divers auteurs : personnels des lycées, universitaires, chercheurs, architectes, anciens recteurs...



Mais ce dictionnaire, qui se veut le plus complet possible, est également richement illustré par une très belle iconographie, signée Marc Rapilliard. Un album photographique qui rassemble toute la diversité du patrimoine immobilier scolaire secondaire de la région, du plus classique au plus moderne. Il y trouve alors la dimension d'une véritable encyclopédie. Ce projet revêt un caractère pionnier et innovant. Pour Antoine Prost, c'est la première occurrence « d'une histoire par en bas », alors que jusqu'à présent, le sujet était le domaine réservé de « l'en haut du ministère ». Selon son maître d'œuvre, Alain Croix, il s'est fixé

trois objectifs, parfaitement atteints à l'arrivée :

- **Valoriser le patrimoine des établissements**, leur histoire, dans un but documentaire et également identitaire : développer l'attachement des personnes concernées (personnels, élèves, familles) à leur établissement. Le patrimoine est ici entendu au sens le plus large : architecture, patrimoine mobilier (appareils scientifiques, décors, matériels pédagogiques, etc.) et patrimoine vivant (associations d'anciens élèves, géographie lycéenne et rapport au territoire, perception du lycée, etc.).

- **Mettre en valeur personnels et élèves des établissements**, qui ont été largement associés au projet, les enseignants par la rédaction de notices consacrées à leur établissement, les élèves et leurs enseignants, parfois sous la forme de TPE (travaux personnels encadrés) spécifiques.

- **Montrer que cette histoire s'inscrit dans une démarche éducative** qui a connu de très fortes inflexions, des origines napoléoniennes aux actuels lycées, et donc aborder des thèmes aussi divers que, par exemple, l'his-

toire de l'internat, l'architecture, la rénovation des lycées, etc. En soulignant que les lycées jouent désormais un rôle capital dans la démocratisation du savoir.

A travers tout ce travail, les auteurs mettent en évidence certaines spécificités des Pays de Loire. « *L'histoire des lycées, c'est avant tout celle des hommes et des femmes qui ont porté les établissements à bout de bras. La région, qui était relativement en retard dans les années 1980-90 est devenue une région qui se classe parmi les premières de France. C'est parce que le rapport à l'école a changé. La vision est vraiment différente* ».

La remarquable somme de savoirs que constitue ce dictionnaire rassemble à la fois des approches historiques, culturelles et patrimoniales qui ne pourront que satisfaire les centres de documentation. Mais aussi un plus large public qui viendra y retrouver les traces de son passé lycéen. On y constate enfin l'évolution architecturale des lycées au fil des décennies et, ces toutes dernières années, leur ouverture sur l'être humain dont témoigne lui-même, à sa manière, l'investissement lycéen dans ce projet.

« Dictionnaire des lycées publics des Pays de Loire : histoire, culture, patrimoine », Presses Universitaires de Rennes. 653 p., 44€

## LIRE

### La Fabrique scolaire de l'histoire

Dans une France pluriculturelle et en crise, comment l'histoire scolaire est-elle donc fabriquée ? Elle est analysée - c'est l'originalité de cet ouvrage très bien coordonné - comme le produit d'une chaîne de responsabilités, depuis l'élaboration des programmes, les prescriptions officielles de plus en plus directives, la rédaction des divers manuels et les choix pédagogiques des enseignants face à des élèves aux attentes multiples. Chaque maillon de la fabrique est interrogé à partir d'analyses critiques des programmes du secondaire, de l'enseignement du fait colonial, de la « culture de guerre » et des génocides, sans oublier une esquisse des réceptions par les élèves de la Révolution française.

L'histoire scolaire construit l'image que les élites d'une société veulent donner d'elle. Elle exprime une politique du passé qui répond aux préoccupations du présent. Et les enseignants les mieux formés ne peuvent que difficilement résister à cette instrumentalisation par une demande politique.

Les auteurs interrogent. L'enseignement de l'histoire recherche-t-il la formation d'une citoyenneté d'adhésion ou l'apprentissage d'une pensée historique ? L'école doit-elle forger une « identité nationale » en prenant en tutelle les groupes communautaires par des logiques compassionnelles ? Ou doit-elle permettre l'étude des transformations des sociétés et initier à une « intelligibilité globale du monde » ? Aujourd'hui, les notions les plus médiatiques permettant les amalgames les plus grossiers comme « réforme » ou « totalitarisme » sont érigées au rang de concepts. L'histoire économique et sociale, celle des groupes sociaux et des forces politiques comme agents historiques, est quasiment évincée. La conception patrimoniale de l'histoire vient conforter les interprétations les plus conservatrices du passé. N'hésitons pas à dire que le « devoir de mémoire » ne saurait s'imposer au détriment du « devoir d'histoire ».

Jean-Paul Scot, historien  
**La Fabrique scolaire de l'histoire**, dir. L. De Cock & E. Picard, Préface de S. Citron, Ed. Agone, 240 p., 16€

## VOIR...



### Habitats atypiques

L'habitat, le choix d'une vie alternative, la ruralité d'aujourd'hui, tels sont les thèmes chers aux sœurs Brunet et qui ont motivé leur projet artistique,

Alexa derrière l'objectif et Irène face à la feuille blanche.

L'exposition est le fruit de quatre années de pérégrination à travers la France, dans l'ouest, le sud et le Massif central. Elles nous invitent à partager le quotidien de ces familles qui se sont construit un chez soi intime et original.

À l'origine, elles portent un intérêt tout particulier à l'habitat lui-même, aux techniques de construction. Mais les rencontres de ces habitants autoconstructeurs orientent leur regard vers leur mode de vie, leur univers quotidien, emprunt de poésie et d'imaginaire.

Du 10 nov. au 18 déc. 2009, **CAUE de Loire-Atlantique, 25, rue Paul Bellamy à Nantes**

## MÉDIAS

### Informé n'est pas communiquer

Le titre du livre est une affirmation. Pour l'auteur, l'information c'est le message; la communication, c'est la relation. Celui qui reçoit l'information, le récepteur, y met du sens. Or, si l'information est devenue mondiale, les récepteurs sont multiples et souvent critiques. Nous sommes confrontés à d'autres visions du monde : autres langues, autres cultures, autres philosophies, autres religions.

C'est le défi de la cohabitation. « *Le défi de la communication est moins de partager*

*quelque chose avec ceux dont je suis proche que d'arriver à cohabiter avec ceux beaucoup plus nombreux dont je ne partage ni les valeurs, ni les intérêts. Il ne suffit pas que les messages et les informations circulent vite pour que les Hommes se comprennent mieux. Transmission et interaction ne sont pas synonymes de communication.* »

D'où ce paradoxe : s'il y a de plus en plus d'informations, il y a aussi de plus en plus "d'information". « *Produire de l'information, en*

*échanger ou y accéder ne suffit plus à communiquer.* »

« Les récepteurs, individus et peuples, résistent aux informations qui dérangent et veulent pouvoir conserver leur propre vision du monde. D. Wolton en fait même un enjeu essentiel du XXI<sup>ème</sup> siècle. « *Le village global est une réalité technique qui attend un projet politique, car plus les techniques réduisent les distances géographiques, plus les distances culturelles prennent de l'importance et obligent à un*

projet humaniste pour que les hommes se tolèrent. Sinon, l'information et la communication, qui ont été pendant des siècles des facteurs de liberté et de progrès, peuvent devenir au XXI<sup>ème</sup> siècle des facteurs de guerre. »

Le livre est avant tout un vibrant plaidoyer pour la tolérance. Chemin faisant il aborde aussi d'autres questions, comme le rôle des journalistes et des politiques, et regrette que l'économie l'emporte sur l'humain.

D. Wolton, **Informé n'est pas communiquer**, Ed. CNRS, Coll. DEBATS, 2009, 147 p., 6€



## près de vous

### Nantes

#### Un gymnase pour Bottière Chénaie

Le quartier Bottière chénaie bouge, après la médiathèque, l'école publique Julien GRACQ, c'est un gymnase qui va voir le jour dans le quartier. Jean-Jacques MOREAU en charge du sport universitaire et scolaire, a fait savoir sa satisfaction de voir la ville se doter d'un nouvel équipement dédié à la pratique sportive. Il a également fait savoir qu'il se félicitait de la position de la ville quant au refus de payer les 100 millions d'euros pour accueillir le prochain championnat d'Europe de football. Pour L'Élu, « le sport pour tous ne doit pas pâtir du sport marchand » et la ville doit continuer d'investir – avec l'Etat – dans les infrastructures nécessaires au service public du sport.

### Couëron

#### Les élus réaffirment leur soutien au service public postal

« Nos actions ne sont pas des coups d'épée dans l'eau. Elles ont une portée non négligeable et auprès de l'Assemblée Nationale, du gouvernement et de son grand horloger, Le Président de la République ».

Voilà comment s'exprime Michel LUCAS conseiller municipal communiste de la ville à l'occasion du vote d'une motion contre la privatisation de La Poste et au lendemain de la votation citoyenne. 911 votants s'étaient exprimés à Couëron dont 902 contre le projet du gouvernement. Pour l'Élu, « La votation aura eu le mérite de rassembler l'ensemble de la gauche et révélé le mépris du gouvernement face à cette démarche pourtant hautement citoyenne ». Un gouvernement qui se refuse toujours à mettre en place un référendum constitutionnel sur le sujet.



### Rezé

#### SODIPAS «Une entreprise peu responsable»

Lors du dernier conseil municipal le groupe communiste a apporté son soutien aux salariés de SODIPA dont l'usine va être transférée aux Herbiers en Vendée. Seule une prime d'installation de 500? sera accordée aux salariés. Arguant de l'aménagement du la ZAC des Îles pour expliquer son départ, l'entreprise refuse toute réimplantation sur l'agglomération. « Une décision choquante » pour Yann VINCE, d'autant que cette entreprise ferme un autre site en Gironde. L'aménagement de la ZAC ne serait-il, alors, qu'un prétexte?

## L'invité

### ■ L'urgence écologique ! Pas à n'importe quels prix !!!

Les enjeux écologiques et environnementaux deviennent de plus en plus importants et s'imposent dans nos politiques locales. De nombreuses communes comme celle de Saint-Herblain se sont dotées d'un Agenda 21 dont les objectifs intègrent la lutte contre l'effet de serre ou encore la préservation des ressources... Dernièrement, notre groupe s'est prononcé en faveur de l'appel « ultimatum climatique » à l'occasion de la conférence de Copenhague. Nous avons à ce propos, rappelé notre volonté de voir se conclure à Copenhague un accord qui viendrait limiter l'achat de permis d'émission de CO2. Il ne nous paraît pas concevable – voir cynique – d'instaurer un marché des permis de polluer qui vient pénaliser les pays en voie de développement à l'avantage des pays industrialisés. Si le climat est l'un des enjeux du XXIème siècle, c'est aussi l'affaire de tous ! Il est fort regrettable que certains pays s'exonèrent de cette responsabilité écologique. Ce qui est par exemple le cas des Etats-Unis qui n'ont toujours pas ratifiés le protocole de Kyoto bien qu'ils soient les champions d'émission de gaz à effet de serre.

Mais il ne faut pas ignorer l'essentiel. Cette crise écologique est le fruit du capitalisme mondialisé et elle se conjugue avec la crise économique et sociale. Pour nous, écologie doit rimer avec croissance, développement, démocratie, justice et solidarité. C'est d'ailleurs dans cet esprit que nous nous sommes opposés, dans notre commune, à la mise en place d'une exonération partielle de la taxe foncière pour tous propriétaires ayant engagé des travaux d'isolation ou d'économie d'énergie. Si nous nous félicitons que des propriétaires aient pu engager ce genre de travaux nous ne pouvons pas ignorer l'urgence sociale à laquelle nous devons répondre en priorité.

C'est aussi pour ces raisons de justice sociale et de solidarité que nous nous opposons à la taxe carbone. Cette taxe est un impôt injuste qui va permettre de transférer la fiscalité des entreprises vers les ménages. Il est facile pour le gouvernement d'avancer masqué sous couvert de pureté écologique, mais qu'en sera-t-il à Copenhague quand il s'agira de faire reconnaître aux pays riches leurs responsabilités dans le dérèglement climatique ? Et qu'en est-il aujourd'hui de la politique du gouvernement pour mettre fin à la soi disant immoralité du capitalisme et à ses destructions sociales et environnementales ? Rien. Tant que ce gouvernement s'obstine vers une politique du tout libéral, nous ne réglerons aucun des problèmes majeurs auxquels nous sommes confrontés. Des politiques efficaces pourraient voir le jour en matière de transport ou d'économie d'énergie mais elles se heurtent à l'insuffisance des investissements publics dans la recherche. Ce n'est pas tout que de créer des taxes subterfuges faut-il encore avoir la volonté de bousculer les choses !



**Serge PLISSONNEAU**  
Adjoint au Maire de Saint-Herblain chargé de la prévention des risques et de la protection civile

## L'activité

### ■ Nantes Métropole

#### Vers la connexion des lignes 1 et 2 de tramways

La première phase des travaux de connexion entre la ligne 1 et 2 de tramway va pouvoir démarrer d'ici fin 2010. Cette première phase consistera principalement dans la création d'un pôle d'échange multimodal entre le tramway, le tram-train Nantes/Châteaubriant, les bus... A terme la connexion des deux lignes de tramways permettra de relier l'est et l'ouest de l'agglomération sans passer par le centre. C'est donc un projet important en terme de déplacement pour l'agglomération. Lors du dernier conseil communautaire de la Métropole, Raymond LANNUZEL a tenu à montrer le soutien des élus communistes vers « cette politique d'investissement pour diversifier une offre abordable pour tous, dans un maillage le plus efficace possible de notre territoire ». Une question se pose pourtant celle du financement de telles infrastructures. Le continuel désengagement de l'état fait peser de lourdes contraintes sur les collectivités et les élus communistes ont fait savoir qu'ils n'entendaient pas qu'usagers comme contribuables soient les dindons de la farce.



### ■ Association des communautés urbaines de France

#### Déclaration des élus communistes

A l'occasion des 7<sup>èmes</sup> journées nationales des communautés urbaines de France les élus communistes et républicains de l'ensemble des communautés urbaines se sont exprimés afin de mettre en lumière leurs inquiétudes vis-à-vis des projets gouvernementaux. Yann VINCE et Raymond LANNUZEL y représentaient le groupe communiste de Nantes Métropole. Dans leur déclaration, ces élus se sont attachés à démontrer comment les CU, pourtant victime des politiques gouvernementales, « étaient un outil de défense et de développement au service des populations et des territoires ». Celles-ci jouent un rôle majeur dans le domaine des transports, de l'aménagement du territoire, du logement, ... avec 15,3 milliards d'investissement au cours du précédent mandat. Pour autant, l'Etat vient régulièrement amoindrir leurs ressources notamment via la réduction des dotations qu'il leur reverse. Comme-ci cela ne suffisait pas, elles devront désormais se passer de la TP, une ressource pourtant essentielle pour elles. La délégation d'élus communiste a donc demandé la mobilisation de tous pour faire front. Car les moyens existent pour assurer aux CU des recettes aussi dynamiques que celles qui étaient garanties par La TP. Outre une réelle progression des dotations de l'Etat, ils souhaitent une réforme de la fiscalité locale dont les bases d'un nouvel impôt économique seraient élargies aux actifs financiers.

### ■ CIDEFE

#### Voyage le long de l'estuaire

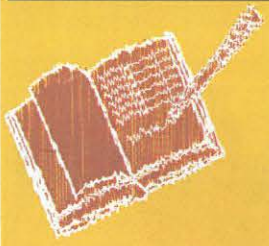
« Pour parler d'une question, il faut bien la connaître » disait, en passant entre les gouttes, un élu qui embarquait sur le « NEVEZ AMZER » pour une visite commentée de l'estuaire et des activités industrielles et portuaires entre Nantes et Saint-Nazaire. Et c'est vrai qu'après cette « journée sur le terrain » organisée par le Centre d'Etude et de Formation des Elus (CIDEFE), très sérieusement et abondamment



commentée par les autorités portuaires, les responsables du syndicat CGT et Gilles BONTEMPS, ancien docker intarissable et passionné sur le sujet, la cinquantaine d'élus tentés par l'aventure voyaient d'un autre œil « le premier port de la côte atlantique » et ses possibilités de développement. Ce qui marquait Françoise, qui venait de Montoir, comme beaucoup d'autres passagers, c'est le fait que « pour la plus grande partie du temps on longe des berges où la nature est préservée. L'activité industrielle n'occupe, en fait, qu'une petite partie du terrain ». Sur les 2400 ha disponibles, 1300 seulement sont en activité, précisait le directeur général du port au cours de la matinée. Avec plus de 700 emplois directs et 26 000 emplois induits le Grand Port Maritime Nantes Saint-Nazaire se révélerait être un atout majeur pour le développement du grand ouest et au-delà, si la volonté nationale existait de le développer. Ainsi il serait une porte maritime stratégique pour l'ouest de l'Europe. Et, « C'est pour qu'il le devienne, rappelait Yves TUAL, le responsable des portuaires CGT, pour que la réforme qui a fait de Nantes Saint-Nazaire un « Grand Port Maritime » ne le transforme pas, en le privatisant, en un « Grand Port Malade » que le syndicat s'est battu durant des mois sur le statut du port et a finalement gagné ».



## AUJOURD'HUI ET DEMAIN



### Basse Loire

**Judi 5 novembre :** Réunion du comité local à 18H00, salle du mille-club à Couëron.

### Jeunes communistes

**Vendredi 6 novembre :** Formation économie pour la JC à 18H00 à la Fédération.

### Conférence régionale

**Samedi 7 novembre :** Conférence régionale à 10H00 à Angers.

### Secrétaires de Sections

**Mardi 10 novembre :** Réunion des Secrétaires de sections à 18H30 à la fédération.

### Régionales

**19 20 21 novembre :** Consultation des communistes sur les régionales.

## ■ Succès de l'Humanité nouvelle formule

Depuis la parution du premier numéro de l'Humanité nouvelle formule, le 13 octobre, la satisfaction des lecteurs semble générale. En moins de 2 semaines, le quotidien progressiste a augmenté de 52% ses ventes chez les marchands de journaux et a réalisé 380 abonnements de parrainage. **Dans un contexte de crise du capitalisme, l'Humanité est un outil irremplaçable pour ceux qui souffrent au quotidien parce qu'il est bien souvent le seul à alerter sur les conséquences de les décisions politiques de la droite, à accompagner le mouvement social et les luttes des salariés dans la défense de leurs emplois et dans leurs revendications.** C'est aussi un instrument au service du rassemblement et de l'union des progressistes dans leur bataille idéologique contre une droite qui casse et détruit tout ce que les combats populaires ont permis de gagner pour le bien commun et l'intérêt général. C'est tout cela qu'est venu dire Michel GUILLOUX, rédacteur en chef du quotidien de la transformation sociale, le Mardi 20 octobre à la médiathèque de Nantes lors de la présentation de la nouvelle formule.



De son côté, Patrick LE HYARIC, directeur du journal, insiste sur le fait que **l'Humanité ambitionne d'être un vecteur conséquent du changement.** Il appelle les lecteurs, les militants à continuer à lire, à faire découvrir et à faire lire l'Humanité pour changer les rapports de forces, « promouvoir les valeurs humaines si chères au fondateur du quotidien Jean JAURES.

## ■ Huma Kfé



Le prochain Huma Kfé aura pour thème « **Planète alimentaire : le génocide de l'économie paysanne. L'agriculture française face au chaos mondial** ». Le monde croule sous le fric et ils sont des millions à souffrir de la faim, c'est ainsi que l'on peut qualifier la situation mondiale. Pendant que des sommes d'argent

colossales circulent en bourse, la crise alimentaire et agricole gagne du terrain et prive plus d'1 milliard d'habitants du besoin vital qu'est l'alimentation. **En France, l'agriculture est en crise, l'industrie agroalimentaire et les circuits de distribution font pression sur les prix et impose aux agriculteurs des prix qui ne rémunèrent pas leur travail, les poussent au productivisme au détriment de la qualité des produits et du respect de l'environnement.** C'est pour aborder ces sujets cruciaux pour l'humanité et la planète que l'Huma Kfé vous donne rendez vous le **Vendredi 20 novembre à 18H00 au salon de musique du Lieu Unique** avec la participation de Gérard LE PULL, essayiste, journaliste spécialiste des questions agricoles.

## « Nouvelles de Loire Atlantique »

Directeur de la Publication : Aymeric SEASSAU  
Commission paritaire : N° 0310 I 86504  
Imprimerie : IMPRAM Lannion  
Composition : SEM Locminé  
Responsable de la rédaction :  
Aymeric SEASSAU  
NLA 41 rue des Olivettes - 44000 Nantes  
Tél : 02 40 35 03 00 - Fax : 02 40 48 56 36  
e-mail : nlapublicite@orange.fr  
Ce numéro des Nouvelles a été réalisé avec la collaboration de :  
Marie-Annick BENÂTRE  
Yannick CHENEAU  
Michel DEJEU  
Pedro MAIA  
Jean-Yves MARTIN  
Yann VINCE  
Manu BLASCO  
Jérôme TURMEAU



## Vite lu...



### Par Marine Pomares Lycéenne

Ce système capitaliste nous atteint tous dès notre plus jeune âge. Dans un contexte de mondialisation ou aujourd'hui l'enrichissement est

basé d'avantage sur la spéculation que sur le travail et où il est facile malgré les bénéfices que dégagent certaines entreprises de licencier massivement, ou de délocaliser. Comment devrions-nous réagir ? **Est-ce qu'il y a vraiment une volonté de donner du travail à tous les**

monde, ou bien les orientations éducatives aujourd'hui ne sont elles pas en adéquation avec la réalité du travail ? Quand on sait qu'il y a aujourd'hui plus de 600 000 jeunes qui arrivent sur le marché du travail, et qui pour la plupart vont se retrouver sans emploi. De plus nous faisons face à une dévalorisation des diplômes !

En sachant que plus de 62% des jeunes diplômés en 2008 n'ont toujours pas trouvé de travail au bout d'un an. Aujourd'hui un jeune sorti de ses études subit un sas de précarité qui dure en moyenne 11 ans avant de trouver



**« plus de 62% des jeunes diplômés en 2008 n'ont toujours pas trouvé de travail au bout »**

un emploi stable. C'est inadmissible !

Sarkozy, suites aux

annonces sur les réformes des lycées, critique le système d'orientation, **or 50 000 postes de conseillers d'orientation ont été supprimés avec son consentement.** Nous constatons à présent un manque d'information sur les différentes formations possible. De nombreux jeunes ne savent pas quelle formation prendre, par un véritable et pur manque d'information. Les classes d'élites sont elles des objectifs à atteindre pour Sarkozy ?

Ce dernier a par ailleurs annoncé le "développement de l'accompagnement personnalisé pour tous les élèves"

comme cela a déjà été mis en place en primaire et au collège, à raison de deux heures par semaine. Il existe déjà une mise en place au collège d'heures d'AI (aide individualisée pour des effectifs de 1 à 8) pour les maths et le français, à raison d'une heure hebdomadaire pour chaque matière depuis une dizaine d'années environ. **Certains élèves ont une journée de 9h de cours.** Pourquoi ne pas travailler le dimanche... Voudrait on nous faire croire que les réformes répétitives de l'éducation seraient saluaires pour la bourse de l'emploi?